



Mardi 6 mars 1951, à 10 h. 15

PROCES-VERBAUX OFFICIELS

SANTIAGO DE CHILI

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Invitation aux sessions du Conseil économique et social à adresser au Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes (E/1938 et E/L.152)	165
Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add. 1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3, et E/C.2/280) [suite]	166

Président: M. Hernán SANTA CRUZ (Chili).

Présents: Les représentants des pays suivants:

Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes:

Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Invitation aux sessions du Conseil économique et social à adresser au Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes (E/1938 et E/L.152)

1. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à examiner la question de l'invitation à adresser au Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes pour lui permettre d'assister aux sessions du Conseil en qualité d'observateur.
2. M. BROHI (Pakistan) présente son projet de résolution (E/1938). Il fait remarquer que ce projet est absolument identique à la résolution 477 (V) de l'Assemblée générale, adoptée le 1er novembre 1950.
3. Il rappelle que la Ligue des Etats arabes, créée le 22 mars 1945, groupe sept Etats, dont six sont Membres de l'Organisation des Nations Unies et représentent plus de 40 millions d'habitants; ces Etats sont l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, le Royaume hachimite de Jordanie, la Syrie et le Yémen.
4. Compte tenu du fait qu'aucun membre de la Ligue des Etats arabes n'est représenté au Conseil économique et social à l'heure actuelle, il serait juste et opportun d'inviter le Secrétaire général de la Ligue à assister aux sessions du Conseil en qualité d'observateur.
5. La situation économique du Moyen-Orient présente une très grande importance pour le monde

entier; la délégation de l'Inde s'en est très bien rendu compte lorsqu'elle a proposé la création d'une commission économique pour le Moyen-Orient: cette suggestion a été appuyée chaleureusement par la délégation du Pakistan. C'est là une raison de plus pour inviter le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes à assister aux travaux du Conseil.

6. M. ARROYO TORRES (Uruguay) appuie le projet de résolution présenté par le Pakistan. Le Gouvernement de l'Uruguay, fidèle à sa tradition politique, estime que les organisations internationales doivent donner toute leur attention aux groupes de pays qui n'ont pas encore atteint leur plein développement économique et social, comme c'est le cas pour les membres de la Ligue des Etats arabes. De plus, l'importance de cette dernière dans le monde ne peut pas être négligée. Aussi, la délégation de l'Uruguay votera-t-elle en faveur du projet de résolution.

7. M. ARDALAN (Iran) appuie avec enthousiasme le projet de résolution du Pakistan. La Ligue des Etats arabes est constituée de pays unis par des liens séculaires de langue et de religion; elle contribue largement au maintien de la paix et de la sécurité dans le Moyen-Orient. Les membres de la Ligue des Etats arabes occupent une partie de la région qui comprend également la Turquie, le Pakistan et l'Iran, pays reliés aux premiers par les mêmes liens de culture et de tradition.

8. M. FREI (Chili) et M. CABADA (Pérou) appuient le projet de résolution, pour les mêmes raisons que le représentant de l'Uruguay.

9. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il appuiera également le projet de résolution du Pakistan; il aimerait, toutefois, présenter un amendement tendant à étendre l'invitation en question au représentant de l'Organisation des Etats américains. Cet amendement (E/L.152) vise à donner la teneur suivante au projet de résolution du Pakistan (E/1938):

“Le Conseil économique et social

“*Prie le Secrétaire général des Nations Unies d’inviter le Secrétaire général de la Ligue des États arabes et le Secrétaire général de l’Organisation des États américains à assister à la présente session du Conseil économique et social en qualité d’observateurs.*”

10. M. PARKINSON (Canada) pense que la proposition du Pakistan était facilement acceptable; néanmoins, l’amendement des États-Unis complique la situation, car il montre qu’il existe une délicate question de procédure: le Conseil ne créera-t-il pas un précédent aux conséquences imprévisibles en invitant des représentants d’organisations internationales telles que la Ligue des États arabes et l’Organisation des États américains? M. Parkinson estime que la question est assez importante pour mériter un examen de la part des gouvernements. Aussi propose-t-il que la discussion soit renvoyée à la prochaine session du Conseil.

11. Sir Ramaswami MUDALIAR (Inde) reconnaît que la question posée mérite d’être étudiée sérieusement. Il fait remarquer en outre que la Ligue des États arabes a manifesté le désir d’être représentée à la douzième session du Conseil, étant donné l’importance des questions examinées.

12. En conséquence, le représentant de l’Inde pense qu’il serait sage, d’une part, que la délégation du Canada retire sa motion d’ajournement et, d’autre part, que l’invitation en question ne concerne que la douzième session. On ajournerait l’examen de la question de principe d’une invitation permanente à adresser à certaines organisations internationales.

13. M. PARKINSON (Canada) accepte la suggestion du représentant de l’Inde, à condition toutefois qu’il soit bien entendu que la question de principe sera examinée lors de la treizième session.

14. M. CORLEY SMITH (Royaume-Uni) partage les vues du représentant du Canada; il tient, pour sa part, à consulter son gouvernement avant de se prononcer sur une question qui créerait un précédent qui n’est nullement prévu dans le règlement intérieur du Conseil.

15. Si l’on admet que la décision du Conseil ne sera pas considérée comme un précédent, il pense que l’on peut adresser l’invitation en question, mais pour la douzième session du Conseil seulement.

16. M. FENAUX (Belgique) éprouve les mêmes scrupules que les représentants du Canada et du Royaume-Uni. Il estime que la suggestion du représentant de l’Inde est heureuse parce qu’elle réserve toute décision définitive.

17. D’autre part, il serait bon que le Secrétaire général présente à la treizième session du Conseil un mémorandum précisant quelle serait la situation des observateurs représentant des organisations régionales: seraient-ils assimilés, par exemple, à des représentants d’États Membres de l’Organisation qui ne sont pas membres du Conseil?

18. M. BOURINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que l’amendement pré-

senté par les États-Unis a modifié la situation. Conformément aux dispositions de l’article 55 du règlement intérieur, il demande que l’examen de la question soit ajourné de vingt-quatre heures.

Il en est ainsi décidé.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite]

[Point 3 de l’ordre du jour]

19. M. CHANG (Chine) déclare que tous les peuples du monde cherchent anxieusement à discerner les raisons d’espérer ou de désespérer que l’avenir réserve. Sa délégation rend hommage à tous les efforts sincères que l’on a déployés pour analyser avec probité une situation extrêmement complexe; néanmoins, certaines affirmations et certains postulats visent intentionnellement à induire en erreur.

20. Comme préface à la première partie de ses observations, l’orateur cite un passage qui figure à la fin de l’introduction du *Rapport sur l’économie mondiale, 1949-1950*. Après avoir décrit les perspectives d’avenir comme menaçantes, le rapport conclut son introduction sur une note plus optimiste dans les termes suivants: “Le développement économique des pays insuffisamment développés reste dans le domaine économique le problème à longue échéance le plus important que le monde ait à résoudre. Pour lui donner une solution, il faut développer rapidement l’économie mondiale. Cette expansion dûment orientée de l’économie mondiale permettrait de disposer des biens et services nécessaires pour élever le niveau de vie des deux tiers de la population mondiale et de procéder, sans que l’économie mondiale en souffre trop, aux ajustements d’ordre économique nécessaires dans les diverses parties du monde.”

21. M. Chang voudrait donner les mots “expansion dûment orientée” comme titre à la première partie de son intervention. Bien qu’ils paraissent anodins, ces mots constituent, pour le lecteur réfléchi, une restriction lourde de sens. Le Conseil a commencé la discussion du problème des pays insuffisamment industrialisés à sa deuxième session, en 1946. Le 4 juin 1946 (7ème séance), la délégation chinoise a fait une déclaration sur “le rôle mondial des régions à basse pression économique”. M. Chang en cite le passage suivant: “Nous nous laissons trop absorber par les rivalités et les conflits actuels qui ne présentent qu’un caractère temporaire. Nous devons apprendre à envisager le monde dans son ensemble et à accorder plus d’attention aux régions peu développées du point de vue économique, non seulement parce qu’elles ont d’énormes populations et d’immenses ressources potentielles, non seulement parce qu’elles fournissent les matières premières et qu’elles offrent des marchés pour les produits manufacturés des pays industrialisés, mais encore parce qu’elles servent de théâtre aux rivalités et aux conflits des puissances industrielles. C’est dans ces régions à “basse pression économique” que nous pouvons déceler et discerner la forme que prendront les luttes internationales à venir, réelles et virtuelles”.

22. Les régions insuffisamment industrialisées constituent donc le théâtre des conflits des puissances industrielles. L'orateur passe ainsi au premier point de la première partie de ses observations, intitulé: "Le centre et la périphérie". L'histoire a connu des périodes d'expansion. La période moderne d'expansion européenne a duré environ quatre cents ans. Le centre de cette expansion a été l'Europe, mais, après 1917, de nouvelles zones de puissance ont surgi à la périphérie.

23. Les régions insuffisamment développées se trouvent naturellement à la limite extérieure de cette périphérie, et il a toujours été difficile de décider le degré relatif d'attention qu'il convenait d'accorder au centre et à la périphérie. Lorsque des foyers de développement se sont constitués sur le bord extérieur de la périphérie, ils ont eu généralement tendance à accorder plus d'attention à l'ancien centre qu'aux régions insuffisamment développées de l'extérieur de la périphérie. Il y a dans l'histoire de la Chine une période qu'on appelle "les guerres des États". Cette période a duré de 400 à 500 ans et s'est terminée au cours du troisième siècle avant Jésus-Christ. C'était aussi une période d'expansion, expansion qui poussait des pointes dans toutes les directions à partir d'un centre situé au milieu du bassin du fleuve Jaune. Il est très curieux de constater qu'à la fin de cette période d'expansion en Chine, deux foyers situés sur le bord intérieur de la périphérie ont également surgi pour occuper une situation dominante. L'unification finale s'est-elle faite sous l'influence de la région qui accordait le plus d'attention au bord extérieur de la périphérie insuffisamment développé ou sous l'influence de celle qui lui accordait moins d'attention? M. Chang laisse le soin de répondre à ceux qui veulent bien étudier les faits. Il est incontestable qu'il ne faut pas négliger le bord extérieur de la périphérie insuffisamment développé.

24. L'orateur passe au second point de la première partie de ses observations, qu'il intitule: "La compréhension empreinte de sympathie". Il cite le passage suivant de sa déclaration du 4 juin 1946:

"Les régions insuffisamment développées d'aujourd'hui sont moins passives et moins remplies de crainte respectueuse qu'avant la première guerre mondiale. Elles ne gravitent plus docilement et sans protester dans l'orbite que leur imposent les puissantes nations industrialisées. Cette observation s'applique plus spécialement aux pays qui ont connu un degré avancé de développement culturel à diverses époques et dans divers domaines avant l'apparition de l'industrialisme moderne".

25. Cette soif d'industrialisation mérite une compréhension empreinte de sympathie. L'aide matérielle ne suffit pas à elle seule. Les peuples insuffisamment industrialisés doivent se voir témoigner une compréhension imaginative et empreinte de sympathie. Dans le conflit mondial, le côté qui saura traiter les peuples des régions insuffisamment industrialisées avec cette compréhension empreinte de sympathie aura des chances d'augmenter son influence. L'orateur laisse cette réflexion aussi à ceux qui étudient les faits.

26. Le troisième point de la première partie des observations de M. Chang a pour titre "Vérité et liberté", Il

se trouve que la vérité a toujours un son plus poignant et plus convaincant lorsqu'elle est exprimée dans le mode mineur. Pourtant, ceux qui ont soif de puissance affirment ce que l'on pourrait appeler leur "intolérance monistique". Ils sont impitoyables dans leur oppression de ceux qui ont des opinions différentes. Néanmoins, à cet égard, la longue histoire de la Chine montre que la philosophie plus humaine de la recherche pluralistique a toujours réussi à occuper plus de place dans le cœur et dans l'esprit de la population et, par conséquent, à durer plus longtemps. La répétition des affirmations ne fait que révéler un manque de confiance intérieure. Dans l'histoire de la Chine, il y a deux périodes de brutale intolérance monistique: la période du premier empereur de la dynastie Ts'in et la période des envahisseurs mongols. Ni l'une ni l'autre de ces périodes n'a duré longtemps. Le recours au travail forcé pour la construction de la Grande Muraille de Chine sous le premier empereur a laissé dans le cœur du peuple chinois la haine de la tyrannie, et le cantonnement de policiers chez les particuliers, sous les Mongols, a provoqué la révolte et le ressentiment et a abrégé la période de puissance des envahisseurs. Cette première partie de l'intervention de M. Chang est celle qu'il a intitulée "l'expansion dûment orientée". Il convient d'en retenir trois points, à savoir "le centre et la périphérie", la "compréhension empreinte de sympathie" et "la vérité et la liberté".

27. M. Chang passe ensuite à la deuxième partie de son exposé, qu'il appelle "la plus grosse proie". Plusieurs orateurs ont ouvertement parlé de la Chine comme d'une sorte de protectorat de l'URSS. Ne serait-ce pas là l'occasion de rappeler l'expression: "avoir les yeux plus grands que le ventre"? Ces orateurs ont souvent attribué à l'URSS et aux démocraties populaires une population globale de 750 millions d'habitants, dont 475 millions de Chinois, selon leur estimation. Est-ce qu'une aussi grosse proie ne resterait pas dans la gorge, même en supposant qu'on puisse en avaler une partie? Ne provoquerait-elle pas une pénible indigestion et des troubles plus douloureux encore? La situation pourrait rappeler l'histoire de Jonas et de la baleine, mais avec un Jonas beaucoup plus gros. Le temps montrera, plus tôt qu'on ne le pense, les pénibles effets de cette terrible glotonnerie.

28. En ce qui concerne l'inclusion de la documentation sur la Chine dans le rapport du Secrétariat, M. Chang voudrait poser une question. Le Secrétariat a-t-il conscience du risque de fausses interprétations que comporte la présentation de données sur la Chine soumise au régime communiste? Le régime communiste a-t-il été ainsi admis aux Nations Unies par une porte latérale? Ceux qui ne sont que trop anxieux d'entrer par cette porte n'en profiteront-ils pas? Après tout, un rapport de l'Organisation des Nations Unies n'est pas un document purement académique. Il présente un caractère officiel. L'orateur espère donc que le Secrétariat donnera des explications sur cette question délicate et importante.

29. Pour ce qui est des prétentions du Secrétariat à l'objectivité, M. Chang craint que tous les libéraux formés à l'école du dix-neuvième siècle ne soient extrêmement naïfs et ne se laissent tromper et manipuler

par les doctrinaires pour qui la fin justifie tous les moyens. En outre, il est impossible de décrire la somme de souffrances humaines qui est à la base de chiffres abstraits.

30. La troisième partie des observations de M. Chang s'intitule "la perspective". En faisant l'éloge de certaines réformes imposées par le régime communiste, un représentant a affirmé que la situation était meilleure aujourd'hui en Chine que depuis des milliers d'années. La Chine est-elle restée si longtemps arriérée? Avant de répondre à cette question, l'orateur voudrait présenter rapidement un certain nombre de faits et de chiffres qui illustrent l'effort de reconstruction à Taïwan (Formose).

31. L'économie de Taïwan a été presque complètement détruite dans les bombardements alliés pendant la guerre avec le Japon. Lorsque le Gouvernement chinois a pris possession de Taïwan, il ne restait aux 6 millions d'habitants que des moyens de production insuffisants pour leur permettre de conserver un niveau de vie normal. Le gouvernement a dû introduire dans l'île des capitaux, des machines et des ouvriers spécialisés pour remplir le vide créé par le départ de tous les ouvriers japonais qui, conformément à la politique coloniale japonaise, formaient l'armature de l'économie de l'île. Les progrès accomplis dans l'île au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis la victoire sur le Japon constituent l'une des manifestations les plus encourageantes de la vitalité et de l'efficacité de l'effort chinois. M. Chang ne parlera, rapidement d'ailleurs, que de certains aspects de la reconstruction.

32. Le premier de ces aspects est la stabilisation financière. Ce programme a été entrepris sérieusement au cours de l'été 1949, lorsque l'inflation s'est généralisée en Chine continentale par suite des nécessités militaires. Une nouvelle monnaie de Taïwan a remplacé l'ancienne et a été mise en circulation au taux de 40.000 unités anciennes pour une nouvelle. Le nouveau dollar de Taïwan, comme on l'a appelé, a été rattaché à une unité internationale déterminée. Le taux de change a été maintenu pendant plus d'un an, sans qu'on puisse à peine parler de marché noir, jusqu'au moment où la guerre de Corée a éclaté. Compte tenu des proportions alarmantes prises par l'inflation qui sévissait alors dans tout le pays, la réforme monétaire a indubitablement constitué un succès important et a eu un effet nettement favorable sur d'autres aspects de la vie économique de l'île. Même pendant la période critique qui s'est écoulée entre le déclenchement de la guerre de Corée et la fin de 1950, date à laquelle la stabilité du nouveau dollar de Taïwan a été mise en question, comme beaucoup d'autres choses en Extrême-Orient, le nouveau dollar de Taïwan a réussi à maintenir sa position; s'il a parfois connu des fluctuations, il n'a pas atteint un taux supérieur au double de sa valeur initiale.

33. Du point de vue de l'économie quotidienne, la question essentielle dans ce domaine était la stabilisation des prix. Il est exact que les prix ont varié pendant cette période, mais l'importance des fluctuations n'a jamais été comparable à celle des variations que connaissait le reste du pays. Comme la plupart de ces fluctuations intéressaient la catégorie des articles de luxe

et des marchandises importées, elles n'ont pas eu d'effet sérieux sur la vie quotidienne de l'ensemble de la population, les prix des articles essentiels ayant fait l'objet d'un des rares contrôles exercés par le gouvernement. Grâce au succès du programme de stabilisation monétaire, le contrôle des prix ne s'est pas révélé trop difficile.

34. Viennent ensuite les réformes agraires qui représentent peut-être la réalisation la plus importante de l'économie sociale en Chine et à Taïwan où, pendant cinquante années de colonisation japonaise, les propriétaires ont eu tout le pouvoir pendant que les fermiers n'en avaient aucun. Les fermiers étaient à la merci des propriétaires qui, parce qu'ils possédaient la terre, avaient pratiquement le pouvoir de dicter les conditions des fermages. Ce problème a toujours été l'une des préoccupations essentielles de la politique sociale en Chine; mais cette politique n'a jamais été mise en œuvre intégralement, en raison des vicissitudes de la politique et de la guerre. En 1926, on a réellement tenté d'appliquer cette politique. En 1930, elle a été introduite formellement dans les lois agraires promulguées par le gouvernement central. Toutefois, les difficultés que soulevait son application ont été accrues d'abord par les troubles militaires internes, ensuite par l'agression japonaise.

35. En 1949, le gouvernement a repris ces efforts à Taïwan. Il a remis en vigueur à Taïwan une loi qui avait déjà été promulguée en 1930, par le gouvernement, stipulant que le taux du fermage ne devait pas dépasser 37,5 pour 100 du rendement total de la terre. Cette réforme est maintenant connue d'une manière très générale sous le nom de programme de "réduction du taux des fermages à 37,5 pour 100". Auparavant, le fermier devait livrer à son propriétaire, à titre de fermage, 50 ou même 70 pour 100 de sa récolte; à l'heure actuelle, cette proportion est réduite à 37,5 pour 100 au maximum. Au cours des dix-huit mois pendant lesquels a été appliqué ce nouveau programme, dont le gouvernement assurait la stricte exécution, des succès surprenants ont été obtenus. En 1949, les rizières de Taïwan ont produit 1.740 kilogrammes de riz par "chia", alors qu'auparavant le rendement n'était que de 1.175 kilogrammes. Cela représente une augmentation de 560 kilogrammes de riz par "chia", soit entre 30 et 50 pour 100.

36. M. Chang parle ensuite de l'accroissement de la production à Taïwan et tout d'abord de l'augmentation de la production agricole. Comme les produits agricoles représentent 50 pour 100 de la valeur totale de la production annuelle de Taïwan et que le riz constitue environ 70 pour 100 du total de la production agricole, il est évident que le programme de réformes agraires présente une importance presque aussi grande au point de vue de l'économie générale qu'au point de vue social, puisqu'il a abouti à une augmentation de la production agricole, comme M. Chang vient de le mentionner. La production d'autres produits agricoles importants, comme la canne à sucre, le thé, le camphre, la patate, les fruits, etc., a accusé une augmentation sensible pendant les années 1949-1950.

37. M. Chang en vient alors aux progrès de l'extraction des minerais, qui comprennent l'or, l'argent, le

cuivre, le charbon et l'aluminium, et du pétrole. De grands progrès ont été réalisés en 1949-1950. En ce qui concerne la production de charbon, la situation a un effet direct tant sur la vie quotidienne que sur la vie industrielle en général. Au moment de la capitulation du Japon, la production de charbon à Taïwan était de 800.000 tonnes par an. Depuis que le Gouvernement chinois exerce son autorité sur l'île, la production de charbon s'est accrue progressivement: elle s'élevait à 1.050.000 tonnes en 1946; 1.300.000 tonnes en 1947; 1.600.000 tonnes en 1948; 1.800.000 tonnes en 1949 et environ 2 millions de tonnes en 1950. En 1950, des négociations avaient été entamées en vue de l'exportation du charbon de Taïwan vers la Corée, la Thaïlande et plusieurs autres pays de l'est de l'Asie, qui souffrent d'une pénurie de charbon.

38. M. Chang parle ensuite de l'augmentation de la production industrielle de Taïwan, et tout d'abord de l'accroissement de la production d'énergie électrique. Comme les industries modernes dépendent essentiellement de l'énergie électrique, l'accroissement de la production d'énergie électrique à Taïwan est un bon critère pour juger de l'amélioration des autres industries. Taïwan disposait d'abondants approvisionnements d'énergie électrique avant la deuxième guerre mondiale. A cette époque, la production avait atteint un maximum de un milliard de kilowatts en 1933. En raison des destructions causées par la guerre, cette production n'était plus que de 350 millions de kilowatts au moment de la reddition japonaise. Grâce à des améliorations successives, ce chiffre a été porté à 560 millions de kilowatts en 1947 et à 830 millions de kilowatts en 1948. En 1949-1950, on a redoublé d'efforts; on avait presque atteint le niveau d'avant guerre à la suite de la construction de deux nouvelles centrales électriques, celle de Tien-Fin et celle de Li-Wu.

39. M. Chang parle ensuite des engrais, qui sont indispensables à Taïwan où l'agriculture tient une place prédominante. Bien que Taïwan possède ses propres usines d'engrais chimiques, sa production annuelle n'a jamais dépassé 20.000 tonnes avant la deuxième guerre mondiale. Dès qu'il a exercé son autorité sur l'île, le Gouvernement chinois a fait un sérieux effort pour améliorer la situation. A l'heure actuelle, la production d'engrais s'élève à environ 5.000 tonnes par mois, soit 60.000 tonnes par an. En d'autres termes, la production a triplé par rapport à l'avant-guerre.

40. Les textiles comptent aussi parmi les produits importants. Comme les produits de l'industrie textile sont indispensables dans la vie quotidienne de la population chinoise, il convient de noter l'augmentation de la production dans ce domaine. Pendant les cinquante années de l'occupation japonaise, l'industrie textile de Taïwan n'avait jamais compté plus de 20.000 broches. Ce chiffre était même plus faible au moment où le Gouvernement chinois a repris le contrôle de l'île. A l'heure actuelle, après cinq ans de progrès et d'efforts, le Gouvernement chinois a porté le nombre total de broches à Taïwan à 50.000 environ. Ce chiffre ne comprend pas les broches qui ne fonctionnent pas encore.

41. Un cinquième environ de la superficie cultivée est consacré à la canne à sucre. L'industrie du raffinage du

sucre occupe donc une place prédominante dans l'industrie de Taïwan. En valeur marchande, le sucre raffiné représente environ 50 pour 100 de la production industrielle totale de la province.

42. En raison de la destruction de nombreuses raffineries au cours de la deuxième guerre mondiale, la production annuelle totale de sucre raffiné au moment de la capitulation du Japon ne s'élevait qu'à 30.880 tonnes. Après la restauration du Gouvernement chinois dans l'île et la réparation des usines endommagées, la production annuelle a augmenté constamment. En 1949, la production de sucre de Taïwan a dépassé 631.000 tonnes, ce qui représente environ vingt fois la production antérieure, soit une augmentation de 2.000 pour 100. En 1950, ce chiffre a été légèrement réduit à cause du programme établi par le gouvernement pour accroître la production de riz. La production annuelle atteignait environ 612.000 tonnes. Néanmoins, Taïwan est encore l'un des importants fournisseurs de sucre du monde, comme le montrerait l'examen de la situation de Taïwan au point de vue du commerce international.

43. Les principaux produits d'exportation sont les suivants: sucre, thé, charbon, huile de citronnelle, camphre, bois de construction et fruits. Le sucre et le thé représentent de beaucoup la majeure partie du commerce d'exportation. Pour les six premiers mois de 1950, les exportations de sucre ont été évaluées à plus de 40 millions de dollars des Etats-Unis; elles ont été réparties dans des pays de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

44. Le thé est un produit d'exportation traditionnel de la Chine. Depuis qu'ont cessé, à la suite des troubles survenus, les exportations de thé provenant du reste de la Chine, le thé de Taïwan est très recherché sur le marché international. En septembre 1950, les exportations de thé de Taïwan se sont élevées à 720.876 kilogrammes et, en octobre de la même année, à 916.978 kilogrammes. Ces exportations ont été réparties vers des pays de l'Asie, de l'Europe, de l'Asie mineure, de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud.

45. Le charbon est indispensable surtout aux industries en cours de développement; cependant la production de charbon a augmenté dans de telles proportions qu'on signale des exportations de charbon en 1949-1950.

46. L'amélioration des conditions de travail joue un grand rôle dans l'accroissement de la production. Aucun facteur n'a été plus important que le système d'assurances sociales générales institué par le Gouvernement provincial de Taïwan au profit des travailleurs. Ce système d'assurances des travailleurs est une nouveauté en Chine. C'est un système d'assurances collectives comprenant les assurances-maladie, les assurances contre les accidents du travail, les assurances sociales et les assurances sur la vie; en un mot, toutes les sortes d'assurances sont prévues par une même police. Le paiement des primes de cette police d'assurance est réparti de la manière suivante: l'assuré verse 20 pour 100, l'employeur 60 pour 100 et le gouvernement les 20 pour 100 restants. Le montant de l'assurance et des primes de chaque police d'assurance est calculé d'après

le pouvoir d'achat de l'assuré. Ce système a été inauguré en mars 1950. Entre mars et décembre 1950, 559 entreprises industrielles s'y sont affiliées. 128.867 polices d'assurance ont été contractées. Pendant les dix premiers mois, 5.886 cas ont été réglés, et les bénéficiaires ont reçu les prestations auxquelles ils avaient droit en vertu de leur police d'assurance.

47. M. Chang répond maintenant à la question qui a été posée: "La Chine a-t-elle toujours été un pays arriéré?"

48. Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, le nombre des livres publiés en Chine a été supérieur au nombre des livres publiés dans le reste du monde. En outre, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, la Chine a été une puissance industrielle et commerciale ayant une balance commerciale positive. Les philosophes européens, depuis Voltaire, Diderot, Leibnitz et Goethe au dix-huitième siècle jusqu'à Tolstoï au début du vingtième siècle, ont exprimé une admiration sincère à l'égard de la civilisation chinoise. Tolstoï a écrit: "Les Chinois sont le peuple le plus vieux du monde; les Chinois sont le peuple le plus nombreux du monde; les Chinois sont le peuple le plus pacifique du monde. Ils disent que lorsque l'on entend un homme dire qu'il est expert dans le domaine de la guerre, cela signifie que cet homme est un grand criminel". Dans une des lettres qu'il a adressées à Gandhi, Tolstoï a exprimé l'admiration que lui inspirait la philosophie de Lao-Tzu. Tolstoï aimait particulièrement les deux proverbes suivants: "Rends le bien pour le mal" et "Je traite les bons comme tels; mais je traite aussi les mauvais comme s'ils étaient bons".

49. En terminant, M. Chang déclare que quiconque tente de pêcher en eau trouble en profitant des souffrances du peuple chinois recevra ce qu'il mérite lorsque se manifesterà le réveil inévitable et invincible de ce peuple. Dans la conscience du peuple chinois réside une force extrêmement puissante qu'on pourrait appeler un "humanisme foncier". Le roseau plie sous l'orage, mais ne rompt jamais. Il en est ainsi du peuple chinois: lorsque l'orage cesse — et tous les orages ont une fin — il se redresse et continue à se développer.

50. M. INGLÉS (Philippines) tient à exposer brièvement la situation économique des Philippines, afin de se conformer à la résolution 407 (V) de l'Assemblée générale du 12 décembre 1950, et parce que les Philippines sont l'un des pays d'Extrême-Orient sur lesquels porte le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950*. M. Inglés tient à combler certaines lacunes, afin de donner un tableau exact de la situation dans son pays.

51. Il rappelle que les Philippines ont subi les pires destructions de la guerre, proportionnellement à la superficie de ce pays. Lors de la libération, l'industrie, le commerce et l'agriculture étaient pratiquement paralysés dans le pays; les mines, les raffineries de sucre, les usines de traitement du coprah et les installations industrielles étaient en ruines. Fidèles à leur parole, les Etats-Unis ont accordé des subventions pour les dommages causés aux biens publics et privés détruits par la guerre. Toutefois, le relèvement du pays est loin d'être achevé, d'autant plus qu'il faut, non seulement recons-

truire, mais encore exécuter des programmes de développement permettant à la population d'améliorer son niveau de vie.

52. Passant à l'examen du rapport du Secrétaire général, M. Inglés signale que l'indice de la production agricole et industrielle entre 1949 et 1950 est passé de 91 à 96 par rapport à 1937. Par contre, la production de certaines denrées, notamment le riz, qui est le produit alimentaire de base des Philippines, a dépassé le niveau d'avant-guerre; la consommation par habitant est, néanmoins, plus faible qu'avant-guerre, étant donné l'augmentation de la population; on escompte que le pays se suffira à lui-même en riz d'ici cinq ans, car on augmente sans cesse la surface cultivée et l'on améliore la production par l'irrigation, la mécanisation de l'exploitation et l'utilisation des engrais. La production des minéraux, des métaux, du sucre, du sisal, des ananas et de la noix de coco destinés à l'exportation a également augmenté par rapport à 1949. En dépit de cet accroissement constant de la production, la reconstruction du pays n'est pas encore terminée.

53. L'économie des Philippines souffre également, depuis la fin de la dernière guerre, d'une balance commerciale défavorable. Les paiements faits par les Etats-Unis dans la période d'après-guerre, qui ont sensiblement réduit la balance déficitaire dans le passé, ne sont plus un élément sur lequel on puisse compter dans l'avenir. Le renforcement des mesures de contrôle des changes et des importations, ainsi que l'application de restrictions au crédit, dès la fin de 1949, ont permis d'enrayer la diminution des réserves en devises étrangères. Depuis 1949, les importations ont diminué de 35 pour 100. Les restrictions ont affecté les produits de consommation, alors que les importations de matières premières et de biens d'équipement ont continué à augmenter. Par contre, les exportations se sont accrues de 26 pour 100, ce qui a ramené le déficit de la balance commerciale à 93 millions de pesos en 1950, alors qu'il était de 629 millions de pesos en 1949. Au cours du premier semestre de 1950, les dépôts remboursables sur demande ont accusé une augmentation de 71 millions de pesos. L'ensemble des prix de détail des denrées de consommation importées a augmenté et les disponibilités de ces produits ont été réduites. Par contre, les prix de détail des produits locaux ont diminué, ainsi que les prix de gros des produits destinés à l'exportation. Afin de combattre l'inflation, le gouvernement a dû fixer un plafond pour les prix des denrées de première nécessité.

54. Ainsi, il faut dire que le début de l'année 1950 s'est caractérisé par une tendance à l'inflation qui, en dépit de quelques fluctuations, s'est aggravée par suite du déclenchement des hostilités en Corée. Le conflit dans ce pays a provoqué un accroissement de la demande, qui s'est traduit par une augmentation des prix des denrées de première nécessité à l'exportation et à l'importation, ainsi que des prix des articles locaux; le crédit bancaire a également augmenté ainsi que les réserves en monnaies étrangères. Le fait que la circulation fiduciaire soit passée de 513 millions de pesos à 613 millions en septembre 1950 constitue la meilleure preuve de la tendance inflationniste dans le pays.

55. Le déficit budgétaire s'est accru par suite d'une diminution des rentrées d'impôts due à la réduction des importations, et non pas à la réduction des exportations, comme le passage du chapitre 3 du rapport, concernant les Philippines, le laisserait supposer. Les revenus internes proviennent principalement des impôts qui frappent les transactions; ces rentrées sont donc très sensibles aux variations du volume du commerce. Le gouvernement, qui avait restreint ses dépenses ordinaires, s'est vu à nouveau dans l'obligation de prévoir des crédits pour des dépenses extraordinaires dues à des troubles intérieurs. Il a été obligé de faire appel à une aide venant de l'extérieur. M. Inglés tient à ce sujet à rendre un hommage particulier au Fonds monétaire international (FMI) pour la compréhension et l'esprit de collaboration dont il a fait preuve. Le pouvoir exécutif a mis en vigueur, le 1er janvier 1951, un plan de réorganisation des services gouvernementaux visant à assurer une plus grande efficacité et à réaliser des économies. Une nouvelle législation fiscale est en voie d'élaboration, les emprunts obtenus par le gouvernement ne constituant qu'un appoint temporaire nécessaire jusqu'au moment où les résultats de l'application du nouveau système fiscal permettront d'équilibrer les recettes et les dépenses.

56. M. Inglés tient à signaler au représentant de l'URSS que les dépenses extraordinaires que le Gouvernement des Philippines s'est vu contraint d'assumer ne sont pas dues à des causes économiques: des éléments subversifs se sont infiltrés dans le pays et ont entrepris d'endoctriner certains éléments de la population et de leur enseigner l'art de troubler l'ordre public. L'agression commise en Corée a rendu les Philippines encore plus conscientes de la menace qui pèse sur le monde libre, et le gouvernement a décidé de renforcer son système de défense. M. Inglés pense que le représentant de l'URSS devrait savoir que les difficultés financières temporaires auxquelles les Philippines ont à faire face actuellement sont dues dans une large mesure non pas à ce qu'il appelle l'impérialisme américain, mais à un autre impérialisme qui est en train de se déchaîner sur l'Asie.

57. Le volume total de la production agricole et de la production de l'industrie de fabrication et d'extraction augmente constamment. Les programmes de développement économique ont été mis en œuvre en vue non seulement de reconstruire les industries d'avant-guerre, mais encore de les développer. Les Philippines se demandent à ce sujet quelles répercussions l'accroissement de la demande en matières premières d'importance stratégique dû à la situation politique internationale risque d'avoir sur les programmes de développement économique nationaux. En raison de la pénurie que l'on prévoit en matière de biens d'équipement, il semble que les programmes industriels qui ne sont pas encore réalisés faute de capitaux seront exécutés à une date plus tardive. Le Gouvernement des Philippines a eu recours aux méthodes habituelles pour combattre l'inflation, mais il estime que les mesures prises par chaque gouvernement doivent être complétées par des mesures de collaboration internationale.

58. Passant à l'examen de la situation des pays insuffisamment développés en présence des programmes de

réarmement des grandes Puissances, M. Inglés rappelle que le représentant du Chili a indiqué que ces pays se voient plus ou moins contraints de consacrer leur énergie à la production de matières premières d'importance stratégique. La persistance de l'économie de type colonial qui les condamnerait à rester des fournisseurs de matières premières pour l'industrie des pays fortement industrialisés constitue pour eux un danger encore plus grand que le risque de perdre leurs débouchés commerciaux, risque en présence duquel ils se trouveront lors du retour à une situation normale. Les territoires non autonomes et les territoires sous tutelle sont particulièrement exposés à ce danger, car, dans la plupart des cas, la population de ces territoires n'a pas d'avis à émettre sur la forme de leur développement économique, ou ne s'y intéresse que trop tard pour pouvoir jouer le moindre rôle à ce sujet.

59. Aussi, la délégation des Philippines espère-t-elle que l'on encouragera non seulement la production des matières premières d'importance stratégique, mais aussi celle des denrées alimentaires, en favorisant une diversification de l'économie et du développement industriel. M. Inglés fait observer, à ce propos, que la distinction entre pays développés et pays insuffisamment développés se réduit, en somme, à une distinction entre pays industrialisés et pays insuffisamment industrialisés. Le seul moyen de supprimer cette différence consiste à industrialiser les pays insuffisamment développés. Il estime que les mesures propres à assurer un tel développement peuvent parfaitement être prises dans le cadre de la collaboration internationale prévue dans la Charte des Nations Unies. M. Inglés ajoute, à ce sujet, que la force économique du monde libre perdrait toute sa valeur si les économies des pays qui le composent n'étaient pas également stables et fortes.

60. C'est pourquoi la délégation des Philippines trouve un encouragement dans les déclarations du représentant des Etats-Unis, selon lequel l'accroissement de la production, même de produits qui ne relèvent pas du programme militaire, peut contribuer à la sécurité commune en aidant à améliorer les conditions sociales et économiques. Elle trouve également un réconfort dans l'assurance du Gouvernement des Etats-Unis qu'il fournira une assistance technique et financière pour le développement de la production dans les autres pays. Il ne faut évidemment pas négliger la nécessité d'accorder des priorités aux besoins militaires, ce qui pourrait amener une révision de ces programmes d'assistance. M. Inglés espère que cette obligation ne s'imposera pas et il est plus optimiste que le représentant de l'Inde sur ce point. Sans diminuer l'importance de l'aide que les Philippines ont déjà reçue des Etats-Unis, M. Inglés tient à signaler que, sur le total de 26 milliards de dollars que les Etats-Unis avaient fourni à titre d'assistance dès la fin de 1949, 2 milliards 600 millions seulement ont été réservés aux pays d'Extrême-Orient, alors que cette région possède presque la moitié de la population mondiale et se compose surtout de pays où le revenu par habitant est l'un des plus faibles du monde.

61. Les Philippines ont été fort inquiétées au moment le plus critique de la lutte en Corée, par la suggestion, qui a été faite à un certain moment, de raccourcir le

front de défense du monde libre. Il est heureux de constater que cette suggestion n'a pas été retenue. Le peuple des Philippines est prêt à faire des sacrifices au nom de l'effort commun, ainsi qu'il l'a montré lors de la dernière guerre, mais il espère que ses intérêts ne seront pas négligés. La délégation des Philippines pense que la marche irrésistible des événements en Extrême-Orient, qui sont en train de déterminer le

destin à la fois de cette région et du monde entier, a suffisamment montré que la défense du monde libre exige que l'on renforce non seulement les citadelles traditionnelles de la civilisation occidentale, mais aussi les avant-postes exposés de la démocratie, en quelque endroit du monde qu'ils se trouvent.

La séance est levée à 13 h. 5.